

STOP AUX ATTAQUES CONTRE LES ASSOCIATIONS !

La dissolution des Soulèvements de la terre (SLT) et le retrait de l'agrément ministériel d'ANTICOR ces derniers jours montrent l'escalade actuelle des attaques que subissent les associations sur leur liberté d'action. Les travailleur-ses des associations s'inquiètent aujourd'hui pour leurs emplois et leurs conditions de travail

Le secteur associatif subit depuis très longtemps des attaques, habituellement plutôt des attaques économiques. Depuis quelques années, nous sommes passés à un degré supérieur avec des attaques idéologiques. 2021 fut une étape importante avec le passage de la loi dite "confortant le respect des principes républicains" et la dissolution du CCIF (Collectif Contre l'Islamophobie en France).

Comme nous l'avons déjà dit en 2021 (<https://syndicat-asso.fr/pour-le-retrait-de-la-loi-confortant-le-respect-des-principes-republicains/>), cette loi a pour objectif de mettre au pas les associations.

Ainsi, le conditionnement de l'octroi de financements par la signature du "Contrat d'Engagement Républicain" (CER) pèse sur le travail de milliers de salarié-es, stagiaires et volontaires. Le CER, en imposant une mission de « sauvegarde de l'ordre public » (sans avoir vraiment défini ce que cela veut dire) aux associations, oblige les travailleur-ses du secteur à avoir un rôle qui n'est pas le leur.

La dissolution, le 21 juin dernier, du collectif "Les Soulèvements de la Terre" par le Conseil des Ministres et le refus de renouveler l'agrément d'ANTICOR à ester en justice montrent que ce gouvernement continue de mettre tout en place pour faire taire les associations.

ASSO-SOLIDAIRES n'oublie pas les dissolutions des associations musulmanes ou de lutte contre l'islamophobie de ces 2 dernières années, le refus d'octroi de subventions à des associations considérées comme dissidentes.

Notre syndicat n'oublie pas que le gouvernement n'hésite pas à financer des associations pour militariser la jeunesse (Service National Universel) et pour.....donner des sous à leurs amis (fonds Marianne).

Nous ne pouvons accepter la vision du gouvernement d'un monde associatif porteur de la parole de l'Etat et non pas comme un acteur du débat démocratique et potentiel contre-pouvoir.

Les travailleur-ses du monde associatif sont inquiet-es. Alors que nous avons choisi de travailler dans des organisations porteuses de sens, souvent au prix de conditions de travail dégradées, nous voyons notre secteur professionnel en danger.

**ASSO-SOLIDAIRES SOUTIENT LES ACTIONS MENEES PAR LES ASSOCIATIONS PROGRESSISTES CONTRE LEUR DISSOLUTION
ET DEMANDE LE RETRAIT DE LA LOI CONFORTANT LE RESPECT DES PRINCIPES REPUBLICAINS**